



Membre de la Coalition Internationale Sida



COMMUNIQUE DE PRESSE – 5 janvier 2015

AIDES - Coalition PLUS

## REACTION A L'INTERVENTION DU PRESIDENT HOLLANDE SUR LA TTF

Ce matin sur France Inter, le Président Hollande a annoncé vouloir la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières, qui servira intégralement à répondre aux grandes urgences qui menacent l'humanité. AIDES et Coalition PLUS saluent l'initiative du Président et sa reprise en main de ce dossier, jusqu'ici géré par Bercy.

Suite à la pression exercée par la société civile et les députés socialistes, le chef de l'Etat français a finalement décidé de renoncer aux exemptions réclamées par les banques et accordées par le ministre des Finances Michel Sapin. Selon le Président, l'ensemble des transactions financières sera bel et bien taxé, y compris celles dont BNP et Société Générale font leurs choux gras.

Taxer l'ensemble des transactions financières devrait permettre de débloquent les négociations entre les 11 pays européens parties prenantes de cette taxe. En effet, à la fin de l'année dernière, M. Sapin avait tenté sans succès d'imposer à ses homologues une TTF au rabais. Mais les exemptions demandées par les banques françaises et défendues par la France à Bruxelles revenaient à exempter les transactions financières les plus toxiques, et à diviser par 10 les montants prélevés (de 37 à 4 milliards d'euros annuels, selon la Commission européenne). Résultat, les pays européens avaient rejeté les exigences de M. Sapin, et les négociations sur la TTF s'étaient retrouvées dans l'impasse.

Les ONG entendent rester vigilantes quant aux propositions concrètes que la France va présenter aux autres pays de la TTF. Le gouvernement doit clarifier au plus vite que les transactions les plus spéculatives (produits dérivés et trading à haute fréquence) seront bel et bien taxées, et ce en dépit du leadership que détiennent BNP et Société Générale dans ces secteurs.

Les associations demandent également que le taux de taxation sur les produits dérivés ne descende pas en dessous des minuscules 0,01% proposés par la Commission européenne, déjà peu radicale en matière financière. Quant aux transactions sur actions, elles devraient être taxées par les 11 au même taux qu'elles le sont déjà par la Grande-Bretagne : 0,5% (au lieu de 0,2% en France). Rappelons que les citoyens européens, qui payent le coût social d'une crise économique causée par la finance, payent de surcroît entre 7% et 20% de TVA sur chacun de leurs achats. Les spéculateurs financiers peuvent dès lors se permettre de payer 0,5% sur les actions et 0,01% sur les dérivés.

François Hollande s'était engagé à allouer les revenus de la TTF européenne aux grandes urgences mondiales que sont la lutte contre le changement climatique et contre les pandémies comme le sida : *« Je souhaite que les pays qui ont souscrit à la taxe sur les transactions financières puissent dégager une part de cette taxe pour affecter les ressources à la lutte contre les fléaux*

*sanitaires - je pense au sida - mais aussi au développement.* » (11 janvier 2013). Nous saurons rappeler le Président à son engagement.

--

**Contact presse AIDES et Coalition PLUS :**

Sophie Baillon : [sbaillon@coalitionplus.org](mailto:sbaillon@coalitionplus.org) / 07 81 73 34 77

*Coalition PLUS est une union internationale d'associations communautaires de lutte contre le sida présente dans 13 pays dans le monde.*

[www.coalitionplus.org](http://www.coalitionplus.org) | @CoalitionPLUS

--

Crédit photo : © Rémy de la Mauvinière/AFP